

# Règlement de la consultation

**Acheteur :**

Ministères de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports, de la Ville et du Logement

Secrétariat général

Direction des affaires financières

Service des achats et du soutien

Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)

Grande Arche – paroi sud

92 055 La Défense cedex

**Numéro de la consultation :** SG-SAD3-016-25

**Objet de la consultation :** Mise en conformité décret tertiaire du Centre de Valorisation des Ressources Humaines de Valenciennes – Étude de faisabilité et rédaction d'un programme technique

**Date et heure limites de réception :** le 21 novembre à 12h00 (heure locale de l'adresse du RMO)

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 - MAÎTRE D'OUVRAGE</b>	4
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION</b>	4
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	4
3.1 Procédure de passation	4
3.2 Allotissement	4
3.3 Durée du marché	4
3.4 Lieu d'exécution	4
3.5 Nature de l'attributaire	5
3.6 Variantes	5
3.7 Considérations sociales : insertion par l'activité économique	5
3.8 Considérations environnementales	5
3.9 Contenu des documents de la consultation	5
3.10 Échanges électroniques (candidature et offre)	8
3.11 Visite facultative du site	9
<b>ARTICLE 4 - CANDIDATURE</b>	9
4.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance	9
4.1.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	9
4.1.2 Précisions concernant la sous-traitance	9
4.2 Motifs d'exclusion	9
4.3 Présentation de la candidature	10
4.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)	10
4.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2	11
4.4 Niveaux minimaux de participation à apporter par les soumissionnaires	11
4.5 Examen des candidatures	12
4.6 Documents à fournir au titre de la candidature	12
<b>ARTICLE 5 - OFFRE</b>	13
5.1 Présentation de l'offre	13
5.2 Examen des offres	13
5.3 Critères d'attribution	13
5.4 Méthode de notation des offres	14
5.4.1 Critère 1 : Valeur technique des prestations	14
5.4.2 Critère 2 : Prix	15
5.4.3 Note finale	15
5.5 Durée de validité des offres	15
<b>ARTICLE 6 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ</b>	15
6.1 Interdiction d'attribution	15
6.2 Signature du marché	15
<b>ARTICLE 7 - LANGUE</b>	16
<b>ARTICLE 8 - CONTENTIEUX</b>	16
<b>ARTICLE 9 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE</b>	16
<b>ARTICLE 10 - NEGOCIATION</b>	17
<b>ARTICLE 11 - ANNEXES</b>	18

## **PRÉAMBULE :** Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination

Dans le prolongement des avancées de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, le pôle ministériel est engagé dans une démarche en faveur de la diversité professionnelle et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Le protocole pour l'égalité entre les femmes et les hommes, signé le 23 octobre 2019 entre les ministres et les représentants des personnels prévoit l'intégration de la lutte contre les discriminations dans la commande publique ministérielle.

Cette démarche, s'inscrit dans le cadre des labels « Diversité » et « Égalité » décernés par l'Agence française de normalisation (AFNOR). Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers. Les ministères sont actuellement labellisés.

Au-delà du respect des dispositions déjà incluses dans la présente consultation, le Secrétariat général est également sensible aux actions conduites par ses prestataires, dans ce domaine, au sein de leur entreprise.

Dans cette optique, un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est joint en annexe du présent règlement de consultation (RC).

Il sera demandé à l'attributaire/titulaire de le compléter et de le transmettre selon les modalités prévues dans le questionnaire.

Les réponses que vous voudrez bien nous fournir nous serviront à recueillir des bonnes pratiques susceptibles d'être partagées mais ne seront, en aucune façon, utilisées pour la sélection des candidatures et des offres, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

De même, l'absence de réponse n'aura aucune incidence sur l'exécution du marché.

## Article 1 - MAÎTRE D'OUVRAGE

Le présent marché est porté par :

Ministères de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports, de la Ville et du Logement

Secrétariat général

Direction des affaires financières

Service des achats et du soutien

Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)

Grande Arche – paroi sud

92 055 La Défense cedex

Il est représenté par le chef du département de l'immobilier opérationnel (SETI3).

## Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet la rédaction d'une étude de faisabilité et d'un programme technique détaillé dans la perspective de la consultation d'un maître d'œuvre pour la mise en conformité décret tertiaire du site, en visant l'objectif 2040.

Le marché est un marché de prestations intellectuelles.

Code(s) CPV de la consultation : 71250000 – Service d'architecture, d'ingénierie et de métrage.

## Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 Procédure de passation

Le marché est passé en procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, et R2123-1 à R2123-8.

### 3.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti, car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre l'exécution plus compliquée : il s'agit pour le futur titulaire de générer une étude de réhabilitation énergétique suivie par un programme technique. Il doit réaliser l'ensemble de la prestation pour que le rendu soit pertinent.

### 3.3 Durée du marché

La durée maximale du marché est de 15 (quinze) mois à compter de sa notification.

Le délai d'exécution de chaque phase, y compris la première, débute à compter de la notification d'un ordre de service prescrivant de la commencer.

### 3.4 Lieu d'exécution

Les prestations ont lieu sur le site du CVRH (Centre de Valorisation des Ressources Humaine) de Valenciennes situé au 11, Rue de Roubaix 59305 Valenciennes.

### **3.5 Nature de l'attributaire**

Le présent marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

### **3.6 Variantes**

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les variantes.

### **3.7 Considérations sociales : insertion par l'activité économique**

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

### **3.8 Considérations environnementales**

Le titulaire favorise la dématérialisation pour la mise en œuvre et la communication des livrables en mettant en place un espace de travail partagé pour les échanges d'information et de documentation.

Il veillera à optimiser les déplacements et à utiliser les transports en commun lorsque cela est possible.

### **3.9 Contenu des documents de la consultation**

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Étiquette à coller (à la fin du présent document) ;
  - Annexe 2 : Questionnaire égalité diversité ;
  - Annexe 3 : Déclaration Attributaire Russie ;
- le cahier des clauses administratives particulières ;
- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
  - Annexe 1 : La décomposition du prix global et forfaitaire ;
  - Annexe 2 : La décomposition du prix global et forfaitaire entre co-traitants et sous-traitants ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Diagnostics Énergétiques
    - Annexe 1.1 : Audit technique ;
    - Annexe 1.2 : Étude thermique ;
    - Annexe 1.3 : DPE – Enseignement et Administration ;
    - Annexe 1.4 : DPE – Restaurant ;
    - Annexe 1.5 : Diag Énergétique S2T ;

- Annexe 2 : Bilan énergétique 2022-2023 ;
- Annexe 3 : Architecture GTB ;
- Annexe 4 : Photos de construction ;
- Annexe 5 : Plans en .dwg ;
- Annexe 6 : Circulaire 6392-SG ;
- Annexe 7 : Liste non exhaustive des sujets devant être étudiés dans le cadre des études de programmation de la mise en conformité décret tertiaire du site du CVRH de Valenciennes
- Annexe 8 : Résumé du PCAET 2020-2026 de Valenciennes Métropole.
- 

### **Principes généraux sur les échanges électroniques**

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis

dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

### **Horodatage**

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

### **Copie de sauvegarde électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;

- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par le maître d'ouvrage.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

**Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.**

**Secrétariat général**

**SG-DAF-SAS-SAD3 (22N50)**

**Grande Arche – paroi sud**

**92 055 La Défense cedex**

### **Antivirus**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

### **3.10 Échanges électroniques (candidature et offre)**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires **au plus tard 10 jours avant la date de réception** sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sont transmises aux opérateurs économiques **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**.

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 10 avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.



Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

### 3.11 Visite facultative du site

Les candidats ont la possibilité de visiter le site.

Pour procéder à cette visite, les candidats doivent contacter :

**Nom, Prénom :** Anne-Solenne MATHIEU / Pierre FONTANIER

Adresse électronique : [anne-solenne.mathieu@developpement-durable.gouv.fr](mailto:anne-solenne.mathieu@developpement-durable.gouv.fr) /  
[pierre.fontanier@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pierre.fontanier@developpement-durable.gouv.fr)

La date limite de visite est fixée au **17 novembre 2025**.

Il est vivement conseillé aux soumissionnaires d'effectuer la visite du site pour répondre à la consultation.

## Article 4 - CANDIDATURE

### 4.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

#### 4.1.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

[https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf](https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf)

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

La forme du groupement n'est pas imposée. Chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par le marché.

#### 4.1.2 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

### 4.2 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du maître d'ouvrage, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le maître d'ouvrage qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande du maître d'ouvrage, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

### **4.3 Présentation de la candidature**

Dans le cadre de la consultation, le maître d'ouvrage autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

#### **4.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations

figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

#### 4.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants

Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

#### 4.4 Niveaux minimaux de participation à apporter par les soumissionnaires

L'acheteur fixe les niveaux minimums de capacité suivants :

##### - Capacité économiques :

**\* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général et le chiffre d'affaires annuel concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours de l'année 2024 ;**

**Niveau minimal attendu en termes de CA annuel général pour l'année 2024 : 100 000 euros.** En cas de groupement et/ou de sous-traitance, ce CA annuel général sera calculé sur la base des CA de l'ensemble des membres du groupement et/ou des sous-traitants.

**Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.**

##### - Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

##### **A / Expérience :**

**La présentation d'une liste d'au moins trois références portant sur les principales prestations similaires à l'objet du marché, effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les entreprises nouvelles peuvent fournir tout autre élément permettant à la personne publique d'évaluer leurs compétences.**

##### **B / Capacités professionnelles :**

**\* Une présentation succincte de la société dans laquelle il pourra être fait état de l'importance du secteur d'activité de l'organisme dans le domaine objet du marché, par rapport aux autres domaines d'interventions. Cette présentation pourra également présenter les caractéristiques des clients du titulaire sur le domaine objet du marché.**

**La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.**

**L'architecte désigné pour représenter le titulaire auprès de l'acheteur devra justifier de son inscription à jour à l'Ordre des Architectes.**

## **C / Capacités techniques :**

\* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

\* Les attestations des qualifications Qualibat suivantes, ou le cas échéant, des attestations pour des qualifications équivalentes :

- Qualification : 1901  
Maîtrise d'œuvre d'ouvrages de bâtiment courants
- Qualification : 1323  
Maîtrise d'œuvre en génie climatique complexe
- Qualification : 1313  
Étude d'installations complexes de chauffage et de ventilation
- Qualification : 1327  
Maîtrise d'œuvre de la performance énergétique dans le traitement climatique du bâtiment

Par ailleurs, les soumissionnaires devront apporter les attestations et certificats fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents les plus récents prouvant que leur société a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (ces derniers documents peuvent être transmis au stade de l'attribution du marché).

### **4.5 Examen des candidatures**

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Si le maître d'ouvrage constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

### **4.6 Documents à fournir au titre de la candidature**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque le maître d'ouvrage peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs déjà transmis au maître d'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents

concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, le maître d'ouvrage en demande communication au candidat.

## Article 5 - OFFRE

### 5.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, et à signer par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (annexes 1 et 2 de l'AE - DPGF) à compléter sans modification. L'entreprise devra renseigner : les différents intervenants, leur coût journalier, et les jours de travail prévus sur chacune des phases de travail. Les montants totaux seront automatiquement calculés à partir de ces données. Dans l'hypothèse d'une co-traitance et/ou d'une sous-traitance, l'onglet 2 de la DPGF est à renseigner ;
- Le mémoire technique complété par le candidat et répondant au cahier des clauses administratives particulières et au cahier des clauses techniques particulières, incluant :
  - o La proposition de calendrier détaillé du projet d'études
  - o L'analyse des enjeux et contraintes du projet
  - o L'équipe proposée pour le projet, son organisation
  - o Les outils proposés pour la présentation dynamique des scénarios mentionné à l'article 3.7 du CCTP
- Les éventuelles demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- L'annexe 2 « Questionnaire égalité diversité » complétée ;
- L'annexe 3 « Déclaration Attributaire Russie » complétée et signée ;

### 5.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

### 5.3 Critères d'attribution

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection pondérés suivants :

<b>Critères</b>
-----------------

<b>Critère 1</b>	<b>Valeur technique des prestations</b>		<b>60 points</b>
	Sous-critère 1 :	Pertinence de l'analyse (succincte) des enjeux et des contraintes (techniques, d'urbanisme, environnementales) du projet : clarté du document remis dans l'offre traduisant une bonne compréhension des enjeux, des choix et arbitrages à réaliser par le maître de l'ouvrage.	15 points
	Sous-critère 2 :	Pertinence de l'équipe projet au regard de l'opération, Organisation de l'équipe, CV.	15 points
	Sous-critère 3 :	Pertinence du calendrier du projet d'étude : principaux jalons du projet, faisant apparaître son chemin critique, l'enchaînement des tâches, les interactions entre les acteurs et son appropriation par l'ensemble des acteurs de l'opération.	15 points
	Sous-critère 4 :	Pertinence des outils proposés pour la présentation dynamique des scénarios mentionné à l'article 37 du CCTP.	15 points
<b>Critère 2</b>	<b>Prix des prestations</b> À partir du prix indiqué dans la DPGF		<b>40 points</b>

## 5.4 Méthode de notation des offres

### 5.4.1 Critère 1 : Valeur technique des prestations

Pour l'ensemble des sous-critères, les items sont notés sur 5 points comme suit :

5 points : la note de 5 est attribuée à une réponse excellente, c'est-à-dire une offre qui répond de manière très complète au cahier des charges.

4 points : la note de 4 est attribuée à une réponse très satisfaisante, c'est-à-dire à une offre qui répond de manière complète à la majorité des éléments du cahier des charges ;

3 points : la note 3 est attribuée à une réponse satisfaisante, c'est-à-dire à une offre qui répond de façon moyenne à la majorité des éléments et qui ne comporte aucune incohérence ;

2 points : la note 2 est attribuée à une réponse peu satisfaisante, c'est-à-dire à une offre qui répond de façon moyenne à la majorité des éléments du cahier des charges et/ou présente des incohérences mineures ;

1 point : la note 1 est attribuée à une réponse insuffisante, c'est-à-dire une offre qui répond de manière succincte ou partielle à la majorité du cahier des charges et/ou présente des incohérences significatives ;

0 point : la note 0 est attribuée à une offre comportant peu d'informations utiles au jugement sans pouvoir être déclarée irrégulière.

La note des sous-critères est obtenue en multipliant le nombre de points obtenus par 3.

La note attribuée au critère 1, sur 60 points, correspondra à la somme des notes des quatre sous-critères.

### 5.4.2 Critère 2 : Prix

La note brute est obtenue en appliquant la formule suivante :

Note brute = (prix TTC le moins disant / prix TTC du candidat) \* 40

La note pondérée est obtenue en appliquant la pondération annoncée à la note brute.

### 5.4.3 Note finale

La note finale du soumissionnaire est la somme des notes de chaque critère (note / 100 points).

## 5.5 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, le maître d'ouvrage peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, le maître d'ouvrage poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

## **Article 6 - ATTRIBUTION DU MARCHE**

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

### 6.1 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

### 6.2 Signature du marché

Le marché est signé uniquement de façon électronique par le soumissionnaire retenu dès l'offre, au moyen de l'acte d'engagement qui lui est adressé par le maître d'ouvrage lors de la publication du DCE.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE".

## Article 7 - Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

## Article 8 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :

Tribunal administratif Cergy Pontoise  
24 bd de l'Hautil BP 30322  
95027 Cergy pontoise cedex  
Pays: France  
Adresse électronique: [greffe.tacergypontoise@juradm.fr](mailto:greffe.tacergypontoise@juradm.fr)  
Téléphone: 0130173400  
Télécopieur: 0130173459

## Article 9 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

### La signature électronique est obligatoire.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.



Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

## Article 10 - Négociation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'organiser des **séances de négociation avec les trois (3)** opérateurs économiques les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres, sous réserve du nombre de candidats suffisants.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales

Les négociations pourront porter sur tous les aspects techniques et financiers des offres sélectionnées.

La négociation ne peut porter sur les critères d'attribution mentionnés au présent règlement ou sur les exigences minimales des documents de la consultation.

Les candidats invités à négocier reçoivent une invitation via la PLACE indiquant les modalités de participation : date, heure et modalités de la négociation ainsi que l'ordre du jour.

La négociation peut prendre la forme de :

- Échange de courriers
- Échange de courriels
- Visio conférences
- Une ou plusieurs rencontres en présentiel.

La présence du soumissionnaire lors de la réunion de négociation, en présentiel ou à distance, est obligatoire. En cas d'absence, l'offre du soumissionnaire est éliminée.

Ces échanges sont formalisés par l'établissement d'un compte rendu rédigé par l'acheteur et soumis pour acceptation au soumissionnaire. Il invite ensuite les soumissionnaires ayant participé à celles-ci, à remettre une offre finale via la PLACE dans un délai raisonnable et identique pour tous. Ce délai ainsi que les modalités de réponse sont déterminés dans l'invitation.

L'offre finale doit comporter les mêmes éléments que ceux mentionnés à l'article relatif à l'offre du présent document, mis à jour à l'issue des négociations, et respecter les exigences minimales définies à l'article correspondant du présent RC.

Les offres finales sont examinées dans les mêmes conditions que celles applicables aux offres initiales, telles que mentionnées à l'article correspondant du présent règlement.

Au terme de la négociation, les offres finales demeurées irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

**L'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de l'analyse sera retenue par l'acheteur, conformément aux dispositions du présent règlement.**

## Article 11 - Annexes

Annexe 1 : Étiquette

Annexe 2 : Questionnaire relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et à la prévention de la discrimination

Annexe 3 : Déclaration d'absence de participation russe